

Art. 12. De artikelen 5 tot 10 treden in werking op 31 december 2025.

Art. 13. De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005113]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux déclarations de mandats, de fonctions et de rémunération

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, les articles 2, alinéa 1^{er}, 18°, 15/2, § 3, alinéa 2, et 15/3, § 2, alinéa 6, insérés par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, les articles 2, alinéa 1^{er}, 12°, 19/3, § 2, alinéa 6, et 19/4, § 2, alinéa 6, et 19/5, § 2, insérés par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L5111-1, alinéa 1^{er}, 14°, L5421-1, § 5, alinéa 1^{er}, L5431-1, § 3, et L5511-1, § 1^{er}, alinéa 2, modifiés en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 portant création d'une Direction du contrôle des mandats locaux au sein du Service public de Wallonie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 portant création d'une Cellule temporaire de contrôle des mandats locaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution de l'article 2, 12°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution de l'article 2, 12°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon pris le 31 mai 2018 en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le rapport du 17 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis standard n° 65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis 74.712/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 juillet 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 portant création d'une Direction du contrôle des mandats locaux au sein du Service public de Wallonie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 portant création d'une Cellule temporaire de contrôle des mandats locaux ;

Sur la proposition du Ministre Président et du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle :

1° certaines matières visées à l'article 39 de la Constitution ;

2° en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

2° les décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public : le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

3° les décrets du 12 février 2004 relatifs aux commissaires du Gouvernement : le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution ;

4° la déclaration : la déclaration de mandats, de fonctions et de rémunération telle que visée à l'article L5211-1 du Code, à l'article 15/1 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public et à l'article 19/2 des décrets du 12 février 2004 relatifs aux commissaires du Gouvernement ;

5° le déclarant : la personne qui est assujettie à la cinquième partie du Code ou aux articles 15/1 à 15/5 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public ou aux articles 19/2 à 19/6 des décrets du 12 février 2004 relatifs aux commissaires du Gouvernement.

CHAPITRE 2. — *Des modalités de transmission des déclarations de mandats, de fonctions et de rémunération*

Art. 3. Sous peine d'irrecevabilité, le déclarant qui transmet sa déclaration par voie électronique sécurisée utilise l'outil informatique désigné à cette fin par l'organe de contrôle.

Cet outil informatique exige l'authentification du déclarant au moyen d'une clé numérique sécurisée.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'une déclaration est introduite par voie électronique sécurisée, le déclarant mentionne une adresse électronique à utiliser pour les échanges avec l'organe de contrôle.

Le déclarant communique toute modification de cette adresse à l'organe de contrôle.

Un accusé de bonne transmission technique de la déclaration est automatiquement expédié par courriel au déclarant.

§ 2. L'accusé de bonne transmission technique constitue le point de départ du délai de vérification des déclarations visé à l'article L5421-1, § 5, du Code, à l'article 15/3, § 2, alinéa 6, des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public et à l'article 19/4, § 2, alinéa 6, des décrets du 12 février 2004 relatifs aux commissaires du Gouvernement.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le point de départ de ce délai est reporté au plus prochain jour ouvrable.

§ 3. Si l'Administration ou le Gouvernement peut obtenir, auprès de sources authentiques publiques, des données ou des documents devant être déclarés, ces données et ces documents sont pré-encodés pour le déclarant dans l'outil informatique.

Sous réserve des éventuelles rectifications apportées par le déclarant, la validation par celui-ci des données et des documents pré-encodés vaut déclaration.

CHAPITRE 3. — *De la publication du cadastre des mandats et de la liste des personnes n'ayant pas déposé leur déclaration*

Art. 5. Les publications visées à l'article L5511-1, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, du Code, aux articles 15/2, § 3, alinéas 2 et 4, des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public et aux articles 19/3, § 2, alinéas 6 et 8, des décrets du 12 février 2004 relatifs aux commissaires du Gouvernement font l'objet d'une publication commune.

CHAPITRE 4. — *De l'audition du mandataire à la suite de la notification des faits susceptibles d'entraîner la sanction*

Art. 6. Conformément aux modalités de déchéance, d'interdiction et d'inéligibilité visées à l'article L5431-1, § 3, du Code, le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions ou son délégué convoque et entend la personne pour laquelle une sanction est envisagée en présence du directeur de l'organe de contrôle ou de son délégué.

Art. 7. Conformément aux modalités de révocation visées à l'article 15/4 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public et à l'article 19/5 des décrets du 12 février 2004 relatifs aux commissaires du Gouvernement, l'autorité qui a confié le mandat public ou son délégué convoque et entend la personne dont la révocation est envisagée en présence du directeur de l'organe de contrôle ou de son délégué.

CHAPITRE 5. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 8. Sont abrogés :

1° le mot « locaux » dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 portant création d'une Direction du contrôle des mandats locaux au sein du Service public de Wallonie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 portant création d'une Cellule temporaire de contrôle des mandats locaux ;

2° les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;

3° les articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

4° les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution de l'article 2, 12°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;

5° les articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution de l'article 2, 12°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

6° les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 9. Le Ministre-Président et le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/005113]

29. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Angabe von Mandaten, Ämtern und Entlohnungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten, der Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 18, 15/2 § 3 Absatz 2 und 15/3 § 2 Absatz 6, die durch das Dekret vom 29. März 2018 eingefügt wurden;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten, Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 12, 19/2 § 2 Absatz 6, 19/3 § 2 Absatz 6, 19/4 § 2 Absatz 6 und 19/5 § 2, die durch das Dekret vom 29. März 2018 eingefügt wurden;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L5111-1 Absatz 1 Ziffer 14, L5421-1 § 5, Absatz 1, L5431-1 § 3, und L5511-1 § 1 Absatz 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2014 zur Schaffung einer Direktion der Kontrolle der lokalen Mandate innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 zur Einrichtung einer zeitweiligen Zelle zur Kontrolle der lokalen Mandate;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 18, Artikel 15 § 1 und Artikel 15/6 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 18, Artikel 15 § 1 und Artikel 15/6 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 12 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 12 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2018 in Ausführung der Artikel L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 und L6451-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

Aufgrund des Berichts vom 17. Juli 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 29. Juni 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 24. März 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 20. November 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Juli 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74 74.712/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2014 zur Schaffung einer Direktion der Kontrolle der lokalen Mandate innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 zur Einrichtung einer zeitweiligen Zelle zur Kontrolle der lokalen Mandate;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmung und Definitionen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass regelt:

1° bestimmte in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheiten

2° kraft Artikel 138 der Verfassung bestimmte in Artikel 127 § 1 und 128 § 2 der Verfassung angeführte Angelegenheiten.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Kodex: der Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

2° Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters: das Dekret vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und das Dekret vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters in den in Artikel 138 der Verfassung genannten Bereichen;

3° die Dekrete vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare: das Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses und das Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten;

4° Erklärung: die Angabe von Mandaten, Ämtern und Entlohnungen gemäß Artikel L5211-1 des Kodex, Artikel 15/1 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und Artikel 19/2 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über Regierungskommissare;

5° Erklärender: die Person, die den Bestimmungen des fünften Teils des Kodex oder der Artikel 15/ bis Artikel 15/5 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder der Artikel 19/2 bis 19/6 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über Regierungskommissare unterliegt.

KAPITEL 2 — *Übermittlung der jährlichen Erklärung der Mandate, Funktionen und Entlohnungen*

Art. 3 - Unter Androhung der Unzulässigkeit verwendet der Erklärende, der seine Erklärung auf sicherem elektronischem Wege übermittelt, das von dem Kontrollorgan zu diesem Zweck bezeichnete IT-Tool.

Dieses IT-Tool erfordert die Authentifizierung des Erklärenden mithilfe eines sicheren digitalen Schlüssels.

Art. 4 - § 1. Wenn eine Erklärung auf gesichertem elektronischem Wege abgegeben wird, gibt der Erklärende eine elektronische Adresse an, die für den Austausch mit dem Kontrollorgan zu verwenden ist.

Der Erklärende informiert das Kontrollorgan über jede Änderung dieser Adresse.

Dem Erklärenden wird eine Bestätigung der ordnungsgemäßen technischen Übermittlung der Erklärung automatisch per Mail zugesandt.

§ 2. Die Bestätigung der ordnungsgemäßen technischen Übermittlung gilt als Beginn der in Artikel L5421-1 § 5 des Kodex, in Artikel 15/3 § 2 Absatz 6 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und in Artikel 19/4, § 2, Absatz 6 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare genannten Frist für die Überprüfung der Erklärungen.

Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Beginn dieser Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

§ 3. Wenn die Verwaltung oder Regierung angabepflichtige Daten oder Dokumente aus authentischen öffentlichen Quellen erhalten kann, werden diese Daten und Dokumente für den Erklärenden in dem IT-Tool bereits vorab eingegeben.

Vorbehaltlich etwaiger Berichtigungen durch den Erklärenden gilt die Validierung der vorab eingegebenen Daten und Dokumente durch den Erklärenden als Erklärung.

KAPITEL 3 — *Veröffentlichung des Katasters der Maund der Liste der Personen, die ihre Erklärung nicht eingereicht haben*

Art. 5 - Die in Artikel L5511-1 § 1 Absätze 2 und 4 des Gesetzbuchs, in Artikel 15/2 § 3 Absätze 2 und 4 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und in Artikel 19/3 § 2 Absätze 6 und 8 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare genannten Veröffentlichungen sind Gegenstand einer gemeinsamen Veröffentlichung.

KAPITEL 4 — *Anhörung des Mandatsträgers nach der Mitteilung der Sachverhalte, die eine Sanktion nach sich ziehen können*

Art. 6 - Gemäß den in Artikel L5431-1 § 3 des Kodex genannten Modalitäten für die Aberkennung, das Verbot und die Nichtwählbarkeit lädt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, oder sein Beauftragter die Person, für die eine Sanktion in Betracht gezogen wird, in Anwesenheit des Leiters des Kontrollorgans oder seines Beauftragten vor und hört sie an.

Art. 7 - Gemäß den in Artikel 15/4 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und in Artikel 19/5 der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare genannten Abberufungsmodalitäten lädt die Behörde, die das öffentliche Mandat erteilt hat, oder ihr Beauftragter die Person, deren Abberufung in Erwägung gezogen wird, in Anwesenheit des Leiters des Kontrollorgans oder seines Beauftragten vor und hört sie an.

KAPITEL 5 — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 8 - Werden aufgehoben:

1° das Wort "lokalen" in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2014 zur Schaffung einer Direktion der Kontrolle der lokalen Mandate innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 zur Einrichtung einer zeitweiligen Zelle zur Kontrolle der lokalen Mandate;

2° die Artikel 2, 3, 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 18, Artikel 15 § 1 und Artikel 15/6 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

3° die Artikel 3, 4, 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 18, Artikel 15 § 1 und Artikel 15/6 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten;

4° die Artikel 2, 3, 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 12 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

5° die Artikel 3, 4, 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 12 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten;

6° die Artikel 3, 4, 5, 6, 7 und 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2018 in Ausführung von den Artikeln L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 und L6451-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung.

Art. 9 - Der Ministerpräsident und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/005113]

29 FEBRUARI 2024. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de aangiften van mandaten, functies en bezoldiging**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, de artikelen 2, eerste lid, 18°, 15/2, § 3, tweede lid, en 15/3, § 2, zesde lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut en het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, de artikelen 2, eerste lid, 12°, 19/3, § 2, zesde lid, en 19/4, § 2, zesde lid, en 19/5, § 2, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L5111-1, eerste lid, 14°, L5421-1, § 5, eerste lid, L5431-1, § 3, en L5511-1, § 1, tweede lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014 tot oprichting van een Directie voor de controle op de lokale mandaten binnen de Waalse Overheidsdienst en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 tot oprichting van een tijdelijke Cel voor de controle van de lokale mandaten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen 2, 18°, 15, § 1, en 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen 2, 18°, 15, § 1, en 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van artikel 2, 12°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van artikel 2, 12°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 en L6451-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Gelet op het rapport van 17 juli 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op advies 74.712/4 van de Raad van State, gegeven op 20 november 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 juli 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014 tot oprichting van een Directie voor de controle op de lokale mandaten binnen de Waalse Overheidsdienst en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 tot oprichting van een tijdelijke Cel voor de controle van de lokale mandaten;

Op de voordracht van de Minister President en de Minister van Plaatselijke besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt:

1° verschillende aangelegenheden bedoeld in artikel 39 van de Grondwet;

2° overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, verschillende aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het Wetboek: het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

2° de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder: het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

3° de decreten van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen: het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut en het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet

4° de aangifte: de aangifte van mandaten, functies en bezoldiging zoals bedoeld in artikel L5211-1 van het Wetboek, in artikel 15/1 van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 19/2 van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen;

5° de aangever: de persoon waarop het vijfde deel van het Wetboek of de artikelen 15/1 tot 15/5 van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in de artikelen 19/2 tot 19/ van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen van toepassing is;

HOOFDSTUK 2. — *Modaliteiten voor de overmaking van de aangiften van mandaten, functies en bezoldiging*

Art. 3. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, maakt de aangever, die zijn aangifte via beveiligde elektronische weg verzendt, gebruik van het informaticahulpmiddel dat daartoe door het controleorgaan is aangewezen.

Dit informaticahulpmiddel vereist authenticatie van de aangever met behulp van een veilige digitale sleutel.

Art. 4. § 1. Indien een aangifte langs beveiligde elektronische weg ingediend wordt, vermeldt de aangever een e-mailadres dat voor de uitwisselingen met het controleorgaan moet worden.

De aangever deelt elke wijziging van dit adres aan het controleorgaan mede.

Er wordt automatisch een bericht van goede technische overdracht van de aangifte per e-mail aan de aangever gestuurd.

§ 2. Het bericht van goede technische overdracht van de aangifte vormt het startpunt van de periode voor verificatie van de aangiften bedoeld in artikel L5421-1, § 5, van het Wetboek, in artikel 15/3, § 2, zesde lid, van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 19/4, § 2, zesde lid van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen;

Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de begindatum van deze termijn evenwel uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

§ 3. Als de Administratie of de Regering uit authentieke openbare bronnen gegevens of documenten kan verkrijgen die moeten worden aangegeven, worden deze gegevens en documenten vooraf ingevoerd voor de aangever in het informaticahulpmiddel.

Onder voorbehoud van eventuele aanpassingen door de aangever, geldt de validatie van de door hem vooraf ingevoerde gegevens en documenten als verklaring.

HOOFDSTUK 3. — *Bekendmaking van het kadaster van de mandaten
en lijst van de personen die hun aangifte niet hebben ingediend*

Art. 5. De publicaties bedoeld in artikel L5511-1, § 1, tweede en vierde lid, van het Wetboek, in de artikelen 15/2, § 3, tweede en vierde lid, van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in de artikelen 19/3, § 2, zesde en achtste lid, van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen, maken het voorwerp uit van een gezamenlijke publicatie.

HOOFDSTUK 4. — *Het horen van de mandataris na kennisgeving van de feiten die tot een sanctie kunnen leiden*

Art. 6. Overeenkomstig de modaliteiten inzake verval, verbod en onverkiesbaarheid bedoeld in artikel L5431-1, § 3, van het Wetboek, roept de Minister bevoegd voor plaatselijke besturen of zijn afgevaardigde, de persoon voor wie een sanctie wordt overwogen op en hoort deze in aanwezigheid van de directeur van het controleorgaan of zijn afgevaardigde.

Art. 7. Overeenkomstig de modaliteiten inzake afzetting bedoeld in artikel 15/4 van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 19/5 van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen, roept de overheid die het openbaar mandaat heeft toegekend of haar afgevaardigde de persoon van wie de afzetting wordt overwogen op en hoort deze in aanwezigheid van de directeur van het controleorgaan of zijn afgevaardigde.

HOOFDSTUK 5. — *Opheffings- en slotbepalingen.*

Art. 8. Worden opgeheven:

1° het woord "lokale" in het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014 tot oprichting van een Directie voor de controle op de lokale mandaten binnen de Waalse Overheidsdienst en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 tot oprichting van een tijdelijke cel voor de controle van de lokale mandaten;

2° de artikelen 2, 3, 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen 2, 18°, 15, § 1, en 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

3° de artikelen 3, 4, 5 en 6 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen 2, 18°, 15, § 1, en 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

4° de artikelen 2, 3, 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van artikel 2, 12°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;

5° de artikelen 3, 4, 5 en 6 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van artikel 2, 12°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

6° de artikelen 3, 4, 5, 6, 7 en 8 van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 en L6451-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Art. 9. De Minister-President en de Minister van Plaatselijke Besturen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON